

## VERTALING

N. 92 — 2729

[C — 27469]

**10 SEPTEMBER 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
betreffende de aan de leden van de Waalse Raad van de Statistiek  
toegekende vergoeding voor verplaatsings- en verblijfkosten**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 28 februari 1991 houdende oprichting van een Dienst Studiën en Statistiek, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 september 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is de verplaatsingskosten van de leden van de Waalse Raad van de Statistiek onverwijld te vergoeden;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

Besluit :

**Artikel 1. § 1.** Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, wordt de aan de leden van de Waalse Raad van de Statistiek toegekende vergoeding voor verplaatsingskosten, berekend op grond van de met hun persoonlijk voertuig werkelijk afgelegde kilometers, overeenkomstig het voor de rijksambtenaren van rang 15 vastgestelde tarief.

**§ 2.** Het voor de in § 1 bedoelde berekening toepasbare tarief is hetgeen dat vastgesteld is in de bijlage van voornoemd koninklijk besluit van 18 januari 1965.

Het op 7 pk vastgestelde maximum belastbaar vermogen voor de voertuigen van de leden van de Raad die niet deel uitmaken van de administratie, is niet van toepassing.

**Art. 2.** De vergoeding voor verblijfkosten wordt toegekend overeenkomstig de regelingen bepaald in het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries. De leden van de Waalse Raad van de Statistiek worden gelijkgesteld met de rijksambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 15.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheden Administratie behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1991.

Namen, 10 september 1992.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,  
**G. SPITAEELS**

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,  
**G. MATHOT**

F. 92 — 2730

[C — 27453]

**17 SEPTEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers  
pour l'éclaircie en peuplements feuillus et résineux**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, III, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret budgétaire du 30 avril 1992 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1992, partie Ministère de la Région wallonne, et notamment l'article 50.01.01 de la section 13 du titre II intitulé « Subventions au secteur autre que public »;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 avril 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité d'assurer la stabilité des peuplements par une sylviculture plus intensive;

Considérant la possibilité, dans les zones rurales éligibles, de bénéficier de l'aide des Communautés européennes au titre de l'objectif 5b tel que défini par le règlement CEE n° 2052/88 et fixé par la décision 89/426/CEE du 10 mai 1989; que cette possibilité s'inscrit dans le cadre d'un plan de développement des zones rurales portant sur la période 1990-1993;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Dans les limites des crédits budgétaires, la Région wallonne attribue une subvention pour une éclaircie à effectuer en peuplements résineux ou feuillus. Pour les peuplements de peupliers, seule l'éclaircie en peupliers trembles peut bénéficier d'une subvention.

La subvention est accordée au propriétaire particulier de bois situés en Région wallonne ou au titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage, ci-après dénommé « le propriétaire ».

Ne donnent pas lieu à l'octroi de la subvention les bois qui sont soumis au régime forestier, les bois dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne, ainsi que les bois appartenant à des personnes de droit public.

**Art. 2.** La subvention n'est accordée que si les conditions suivantes sont réunies :

1. Le peuplement doit avoir une hauteur dominante inférieure à treize mètres.
2. L'éclaircie doit consister en une coupe sélective ou en une coupe systématique prélevant une ligne sur trois.
3. La délivrance doit porter au moins sur le tiers du nombre de tiges au moment de l'opération et au maximum sur la moitié de ce nombre, pour autant que le nombre de pieds après éclaircie soit compris entre 700 et 2 200 unités.
4. La subvention n'est accordée que pour une seule intervention au cours de la vie du peuplement, sans nécessairement que ce soit la première éclaircie.

**Art. 3.** Toute demande de subvention est adressée à l'ingénieur principal-chef de service de la Division de la Nature et des Forêts, de l'inspection où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci.

La demande indique les nom, prénoms et adresse du propriétaire ou éventuellement des personnes qui se portent fort pour lui.

Elle est accompagnée :

- d'un extrait du plan cadastral sur lequel les parcelles ou parties de parcelles où se trouvent les peuplements pour lesquels la subvention est sollicitée, sont entourées d'un trait rouge;
- d'un extrait de la matrice cadastrale;
- pour chaque peuplement, d'une brève description qui indique l'étendue, l'écartement à la plantation, l'âge, l'état de l'élagage, la composition des espèces en pourcentage et la hauteur dominante;
- un accusé de réception est adressé au demandeur dans les quinze jours.

**Art. 4.** Il ne peut être introduit qu'une demande par propriétaire et par an.

La demande peut être introduite pour un ou plusieurs peuplements, sans limitation en minimum ou en maximum de la superficie de ceux-ci.

**Art. 5.** Du seul fait de l'introduction de sa demande, le demandeur autorise la Division de la Nature et des Forêts à visiter les lieux et à recourir sur le terrain, au mode de contrôle approprié.

**Art. 6.** L'ingénieur principal-chef de service prend une décision de principe qu'il notifie au demandeur dans les trois mois de la demande.

**Art. 7.** La subvention est fixée à 8 000 francs par hectare de peuplements effectivement éclaircis. Elle ne peut dépasser 40 000 francs par demande. Elle est liquidée à due concurrence de la superficie éclaircie.

Dans les zones rurales éligibles pour bénéficier de l'aide des Communautés européennes au titre de l'objectif 5b tel que défini par le règlement (CEE) n° 2052/88 et fixées par la décision 89/426/CEE du 10 mai 1989, la subvention est fixée à 12 000 francs par hectare de peuplements effectivement éclaircis. Elle ne peut dépasser 60 000 francs par demande. Elle est liquidée à due concurrence de la superficie éclaircie effectivement située dans la zone rurale éligible au titre de l'objectif 5b.

**Art. 8.** La subvention n'est octroyée que :

- si le demandeur a reçu préalablement à l'abattage l'accord de principe visé à l'article 6;
- si l'éclaircie est terminée au plus tard dans l'année qui suit la date de l'accord de principe.

Le demandeur notifie, par une lettre adressée à l'ingénieur principal-chef de service, la fin des travaux d'abattage ainsi que le nombre de pieds verts abattus.

La subvention n'est liquidée qu'après vérification, par l'ingénieur principal-chef de service, de l'exécution des opérations.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. L'article 7, 2e alinéa, produit ses effets jusqu'au 15 octobre 1993.

**Art. 10.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 28 mai 1984 relatif à l'octroi d'une subvention accordée aux propriétaires de bois particuliers pour la première éclaircie en peuplements résineux est abrogé.

**Art. 11.** Le Ministre qui a les Forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 septembre 1992.

Le Président de l'Exécutif, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture

G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

D. 92 — 2730

[C — 27453]

#### 17. SEPTEMBER 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Auflichtung von Laub- und Nadelbaumbeständen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6 § 1 III;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1992 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1992, Teil Ministerium der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 50.01.01 des Abschnitts 13 des Titels II mit der Überschrift « Zuschüsse im nichtöffentlichen Bereich »;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 15. April 1992 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Gutachtens des Staatrates;

In der Erwägung der Notwendigkeit, für das Fortbestehen der Baumbeständen durch eine intensivere Forstwirtschaft zu sorgen;

In der Erwägung, daß es gemäß dem so wie in der EWG-Verordnung Nr. 2052/88 definierten und durch die EWG-Entscheidung 89/426 vom 10. Mai 1989 festgelegten Ziel 5b möglich ist, in den förderungswürdigen ländlichen Gebieten die Unterstützung der Europäischen Gemeinschaften in Anspruch zu nehmen; daß diese Möglichkeit im Rahmen eines Entwicklungsplans der ländlichen Gebiete für den Zeitraum 1990-1993 erfolgt;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Im Rahmen der Haushaltsmittel gewährt die Wallonische Region einen Zuschuß für die Auflichtung von Laub- oder Nadelbaumbeständen. Was die Pappelbaumbestände betrifft, kann nur für die Auflichtung von Zitterpappeln ein Zuschuß gewährt werden.

Der Zuschuß wird dem Privateigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Wäldern oder dem Inhaber eines dinglichen Rechtes auf derartige Güter, das die Benutzung derselben mit sich bringt, gewährt. Diese Personen werden nachstehend « der Eigentümer » genannt.

Für Wälder, die der Forstordnung unterliegen, Wälder, deren Verwaltung in einem Abkommen mit der Abteilung Natur und Forstwesen festgelegt ist, sowie Wälder, die juristischen Personen des öffentlichen Rechts gehören, wird der Zuschuß nicht gewährt

**Art. 2.** Der Zuschuß wird nur gewährt, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind :

1. Die vorherrschende Höhe des Bestandes muß unter dreizehn Meter liegen.
2. Die Auflichtung muß durch einen selektiven Schlag erfolgen oder durch einen systematischen Schlag, bei dem eine Reihe auf drei gefällt wird.
3. Die Auflichtung muß sich auf mindestens ein Drittel und auf höchstens die Hälfte der Anzahl Bäume im Augenblick der Operation beziehen, vorausgesetzt, daß die Anzahl der Bäumen nach der Auflichtung zwischen 700 und 2 200 Stücke liegt.
4. Der Zuschuß wird ein einziges Mal im Leben des Bestands aber nicht unbedingt für die erste Auflichtung gewährt.

**Art. 3.** Jeder Antrag auf Zuschüsse ist an den Hauptingenieur — Leiter der Abteilung Natur und Forstwesen — der Inspektion zu richten, wo das Grundstück oder gegebenenfalls der größte Teil davon sich befindet.

Auf dem Antrag sind Name, Vornamen und Anschrift des Eigentümers oder eventuell der Personen, die sich für ihn verbürgern, aufzuführen.

Diesem Antrag sind folgende Dokumente beizufügen :

- ein Auszug aus dem Katasterplan, auf dem die Parzellen oder Parzellenteile, auf denen die Bestände, für die der Zuschuß beantragt wird, sich befinden, mit einem roten Strich eingekreist sind;
- ein Auszug aus dem Kataster;
- für jeden Bestand eine kurze Beschreibung mit Angabe der Fläche, des Abstands bei der Pflanzung, des Alters, des Zustands der Abästung, der prozentualen Zusammensetzung der Arten und der vorherrschenden Höhe.

Eine Empfangsbestätigung wird dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen zugesandt.

**Art. 4.** Pro Eigentümer und pro Jahr darf nur ein Antrag gestellt werden.

Der Antrag kann für einen oder für mehrere Bestände eingereicht werden ohne Begrenzung der Minimal- oder der Maximalfläche dieser Bestände.

**Art. 5.** Allein durch die Einreichung des Antrags erlaubt der Antragsteller der Abteilung Natur und Forstwesen, eine Ortsbesichtigung vorzunehmen und an Ort und Stelle auf die geeignete Kontrollart zurückzugreifen.

**Art. 6.** Der Hauptingenieur-Dienstleiter trifft eine Grundsatzentscheidung und teilt sie dem Antragsteller innerhalb dreier Monate nach Einreichung des Antrags mit.

**Art. 7.** Der Zuschuß ist auf 8 000 Franken pro Hektar tatsächlich aufgelichteter Bestände festgesetzt. Pro Antrag darf er 40 000 Franken nicht überschreiten. Er wird bis zu dem Betrag ausgezahlt, der für die aufgelichtete Fläche geschuldet wird.

In den förderungswürdigen ländlichen Gebieten, die gemäß dem so wie in der EWG-Verordnung Nr. 2052/88 definierten und durch die EWG-Entscheidung 89/426 vom 10. Mai 1989 festgelegten Ziel 5b die Unterstützung der Europäischen Gemeinschaften in Anspruch nehmen können, wird der Zuschuß auf 12 000 Franken pro Hektar tatsächlich aufgelichteter Bestände festgelegt. Er kann 60 000 Franken pro Antrag nicht überschreiten. Er wird bis zu dem Betrag ausgezahlt, der für die in dem gemäß dem Ziel 5b förderungswürdigen ländlichen Gebiet tatsächlich gelegene aufgelichtete Fläche geschuldet wird.

**Art. 8.** Der Zuschuß wird nur gewährt :

- wenn der Antragsteller vor der Fällung die in Artikel 6 gemeinte Grundsatzgenehmigung erhalten hat;
  - wenn die Auflichtung spätestens in dem Jahr nach dem Tag der Grundsatzentscheidung beendet ist.
- Mit einem an den Hauptingenieur-Dienstleiter gerichteten Brief teilt der Antragsteller die Beendigung der Fällung sowie die Anzahl gefällter grüner Bäume mit.

Der Zuschuß wird erst ausgezahlt, nachdem der Hauptingenieur-Dienstleiter die Ausführung der Fällung überprüft hat.

**Art. 9.** Vorliegender Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Artikel 7 Absatz 2 gilt bis zum 15. Oktober 1993.

**Art. 10.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 28. Mai 1984 bezüglich der Gewährung einer Subvention zugunsten der Eigentümer von Privatwäldern für die erste Auflichtung von Nadelbaumbeständen wird aufgehoben.

Art. 11. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Forstwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. September 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

VERTALING

N. 92 — 2730

[C. — 27453]

17 SEPTEMBER 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars  
voor de dunning in loofboom- en naaldboombestanden

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, III, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het begrotingsdecreet van 30 april 1992 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1992, inzonderheid op artikel 50.01.01., sectie 13, titel II « Toelagen aan de niet-openbare sector »;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Begroting;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 april 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegerd dat het noodzakelijk is de bestendigheid van de beplantingen te verzekeren door een intensievere bosbouw;

Overwegerd dat de mogelijkheid bestaat, voor de landelijke zones die in aanmerking komen, recht te hebben op gemeenschapsbijstandsverlening in overeenstemming met doelstelling 5b, zoals omschreven door de verordening EEG nr. 2052/88 en vastgesteld bij de beschikking 89/426/EEG van 10 mei 1989; dat deze mogelijkheid in het kader past van een ontwikkelingsplan van de landelijke zones dat betrekking heeft op de periode 1990-1993;

Op de voordracht van de Minister belast met Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt door het Waalse Gewest een toelage toegekend voor de uit te voeren dunning in loofboom- en naaldboombestanden. Wat de populieren betreft, hebben enkel de dunning in ratelpopulieren recht op een toelage.

De toelage wordt toegekend aan de privé-eigenaar van bossen gelegen in het Waalse Gewest of aan de houder van een zakelijk recht van gebruik op dergelijke goederen, hierna genoemd « de eigenaar ».

De bossen onder bosregeling, de bossen waarvan het beheer het onderwerp is van een overeenkomst met de Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest, alsook de bossen van publiekrechtelijke rechtspersonen komen niet in aanmerking voor de toekenning van een toelage.

Art. 2. De toelage wordt slechts toegekend als de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1. Het bestand moet een dominerende hoogte van minder dan dertien meter hebben.

2. De dunning moet een selectieve of systematische dunning zijn, waarbij één rij op drie wordt verwijderd.

3. De aanwijzing moet betrekking hebben op minstens een derde van het aantal stammen op het ogenblik van de werken en op maximum de helft van dit aantal, voor zover het aantal stammen na de dunning zich tussen 700 en 2 200 eenheden bevindt.

4. De toelage wordt slechts toegekend voor een enkele handeling tijdens de levensduur van het bestand, zonder noodzakelijk de eerste dunning te moeten zijn.

Art. 3. Elke toelagetaanvraag wordt gericht aan de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst van de Afdeling Natuur en Bossen van de inspectie waar het goed of, eventueel, het grootste deel ervan gelegen is.

De naam, voornamen en adres van de eigenaar of, eventueel, van de persoon die voor hem instaat, worden in de aanvraag vermeld.

Worden er bijgevoegd :

— een uittreksel van het kadastrale plan waarop de percelen of perceeldelen met de bestanden waarvoor een toelage gevraagd wordt, in het rood zijn omlind;

— een uittreksel uit de kadastrale legger;

— voor elk bestand, een beknopte beschrijving die de omvang, de plantafstand, de leeftijd, de snoeistand, de percentsgewijze samenstelling van de boomsoorten en de dominerende hoogte aangeeft.

Een ontvangstbewijs wordt aan de aanvrager binnen vijftien dagen toegestuurd.

Art. 4. Er kan slechts een aanvraag per eigenaar en per jaar ingediend worden.

De aanvraag kan ingediend worden voor één of meerdere bestanden, zonder beperking in minimum of in maximum van de oppervlakte ervan.

Art. 5. Door het indienen van zijn aanvraag, machtigt de aanvrager de Afdeling Natuur en Bossen tot het bezoek van de plaatsen en de passende controle ter plaatse te verrichten.

Art. 6. De eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst neemt een principebeslissing die hij betekent aan de aanvrager binnen drie maanden van de aanvraag.

Art. 7. De toelage bedraagt 8 000 frank per hectare werkelijk uitgedunde bestanden. Zij mag niet meer dan 40 000 frank per aanvraag bedragen. Zij wordt vereffend in verhouding tot de uitgedunde oppervlakte.

In de landelijke zones die in aanmerking komen voor de gemeenschapsbijstandsverlening in overeenstemming met doelstelling 5b, zoals omschreven door de verordening EEG nr. 2052/88 en vastgesteld bij de beschikking 89/428/EEG van 10 mei 1989 wordt de toelage vastgesteld op 12 000 frank per hectare werkelijk uitgedunde bestanden. Zij mag niet meer dan 60 000 frank per aanvraag bedragen. Zij wordt vereffend in verhouding tot de uitgedunde oppervlakte, die werkelijk gelegen is in het landelijk gebied dat in aanmerking komt voor doelstelling 5b.

**Art. 8.** De toelage wordt enkel toegekend als :

- de aanvrager de in artikel 6 bedoelde principebeslissing vóór het kappen heeft ontvangen;
- de dunning ten laatste in de loop van het jaar na de datum van de principebeslissing is beëindigd.

De aanvrager betekent het einde van de kappingswerken, alsook het aantal geveld groene naaldbomen aan de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst, per aangetekende brief.

De toelage wordt slechts uitbetaald nadat de eerstaanwezende ingenieur-hoofd van dienst de uitvoering van de werken heeft nagegaan.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Artikel 7, 2e lid, heeft uitwerking tot 15 oktober 1993.

**Art. 10.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 mei 1984 betreffende de toekenning van een toelage aan de eigenaars van privébossen voor de eerste dunning in naaldboombestanden is opgeheven.

**Art. 11.** De Minister, tot wiens bevoegdheden de Bossen behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 september 1992.

De Voorzitter van de Executieve, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEIS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

## BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 92 — 2731

**14 MEI 1992.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende machtiging van het Brusselse Instituut voor Milieubeheer tot deelname aan de pensioenregeling, ingesteld bij de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden

De Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, zoals zij gewijzigd werd;

Gelet op de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brusselse Instituut voor Milieubeheer;

Gelet op de ordonnantie van 11 juli 1991 betreffende de pensioenregeling van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut afhankelijk van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 27 februari 1992;

Gelet op het akkoord van de gewestelijke Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 20 maart 1992;

Gelet op het protocol van 1 juli 1992 waarin de conclusies van de onderhandeling gevoerd in het sectorcomité XV zijn vermeld;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de pensioenregeling van het personeel van het Brusselse Instituut voor Milieubeheer zo vlug mogelijk dient te worden vastgesteld;

### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 92 — 2731

**14 MAI 1992.** — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement, à participer au régime de pension instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

Vu l'ordonnance du 11 juillet 1991 relative au régime de pension des membres du personnel des organismes d'intérêt public dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 février 1992;

Vu l'accord du Ministre régional de la Fonction publique, donné le 20 mars 1992;

Vu le protocole du 1er juillet 1992 dans lequel sont consignés les conclusions de la négociation menée au sein du comité de secteur XV;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient, dans les meilleurs délais, de régler le régime de pension du personnel de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement,